
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

ARRETE

n° 972013 du 18 SEP. 1997
portant prescriptions complémentaires



LE PREFET DU HAUT-RHIN

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 34.1 ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral n°930967 du 29 juin 1993 autorisant la Société GANTER-LAVIGNE à poursuivre l'exploitation d'une carrière de tout venant aux lieux-dits "Brunnenplan" et "Worwald" à KINGERSHEIM (parcelles n°1 à 6, 76/6 et 77/6 de la section 25, partie de parcelle 30/16 de la section 26) ;

VU la lettre de la Société GANTER-LAVIGNE du 5 juin 1997 portant à la connaissance du Préfet le projet de remblaiement de l'excavation ;

CONSIDERANT que l'autorisation préfectorale du 29 juin 1993 est échue depuis le 29 juin 1997 ;

CONSIDERANT que l'extraction de matériaux a définitivement cessée sur le site ;

CONSIDERANT que la carrière n'a pas été remise en état ;

CONSIDERANT que la remise en état telle qu'elle était prévue à l'autorisation préfectorale du 29 juin 1993 (réalisation d'un plan d'eau) ne peut être effectuée compte tenu du fait que la carrière n'a été exploitée qu'à sec ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 7 août 1997 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 2 septembre 1997 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN ;

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1ER -

La Société GANTER LAVIGNE dont le siège social est 39 rue des Romains - BP 48 - 68390 SAUSHEIM, et désignée "exploitant" dans le présent arrêté, est tenue de respecter les dispositions prévues aux articles suivants.

ARTICLE 2 -

Avant le 30 septembre 1997, l'exploitant déposera en Préfecture un dossier concernant le projet de réaménagement de sa carrière de KINGERSHEIM sise sur les parcelles suivantes :

- parcelles n^{os} 1 à 6, 76/6 et 77/6 de la section 25,
- partie de parcelle 30/16 de la section 26

du plan cadastral de KINGERSHEIM.

ARTICLE 3 -

Le dossier sera établi selon la forme définie aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Article 4 : A défaut pour l'exploitant de respecter les dispositions du présent arrêté dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à :

- M. le Sous-Préfet de MULHOUSE
- M. le Maire de KINGERSHEIM
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie)
- M. le Directeur Régional de l'Office National des Forêts
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace : trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée à la Société GANTER-LAVIGNE, exploitant .

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de KINGERSHEIM

Fait à COLMAR, le 18 SEP. 1997

Le Préfet,

Délai et voie de recours (Art. 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976)

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification.

Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé . J.C. EHLMANN



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN